

COMMUNIQUÉ du SNES-FSU Versailles

La première session des E3C se déroule actuellement dans notre académie dans la plus grande confusion, alors même que le SNES-FSU alerte depuis des mois sur l'impréparation de ces épreuves, la négation du caractère national du bac qu'elles représentent et les ruptures d'égalité qui en résultent. Partout dans l'académie, le SNES-FSU, aux côtés des personnels, lutte par la grève et en organisant des rassemblements massifs contre la mise en œuvre des E3C, pour l'annulation de cette session et sa transformation en épreuves terminales nationales. Les personnels et les élèves, dans de nombreux lycées de l'académie, se mobilisent dans ce but et plus globalement pour exiger l'abrogation de la réforme du baccalauréat. Dans de nombreux établissements la mobilisation a déjà permis le report des épreuves, qui ne peut être qu'une première étape. L'Éducation Nationale fait cependant preuve d'un jusqu'au-boutisme autoritaire pour continuer à imposer la mise en œuvre d'une réforme contestée de toutes parts, et l'exercice du droit de manifestation et d'expression s'est vu opposer une volonté répressive inconcevable et inacceptable en démocratie.

Le SNES-FSU Versailles dénonce les tentatives d'intimidation et de répression visant les personnels mobilisés, qui se multiplient :

- équipe du CAAEE présente sur place incitant les élèves à porter plainte contre les enseignants mobilisés ;
- anticipation de la date limite de correction dans certains établissements, au mépris du calendrier académique.

Les pressions et menaces se multiplient aussi contre les élèves :

- présence policière, ou des équipes mobiles de sécurité devant les établissements le jour des épreuves ;
- élèves menacés d'un zéro pour avoir participé à la mobilisation et n'avoir pas composé ;
- volonté de prise en compte d'épreuves passées seulement par une minorité d'élèves de l'établissement.

Le SNES-FSU Versailles condamne avec la plus grande fermeté les méthodes adoptées par le Rectorat pour imposer la passation d'épreuves rejetées par les personnels et les élèves en usant d'intimidations et de menaces au mépris des droits les plus élémentaires. Pour des motifs idéologiques, l'Administration persiste dans son aveuglement volontaire et refuse de reconnaître l'amateurisme qui prévaut dans l'impréparation de ces épreuves. Il y a urgence à sortir de l'impasse en annulant cette session, pour revenir à des épreuves terminales, nationales et anonymes.